

Communication « Bilan d'étape du SRDES »

Intervention de Jean-Claude Delanoue

Monsieur le Président,

Mes Chers collègues,

On ne peut que se féliciter de cette communication.

C'est un magnifique travail d'analyses et de prospective réalisé à la demande de l'exécutif par les services de la direction de l'économie avec les organismes qui dépendent du Conseil régional – je pense à CENTRECO et l'ARITT notamment, et avec le concours de la commission que j'ai l'honneur de présider.

Le contexte de ce bilan à mi-parcours du SRDES, nous l'avons évoqué tout à l'heure, est singulièrement plus difficile que lors de son élaboration.

Crise financière; récession, stagnation du pouvoir d'achat, plans sociaux, délocalisations...; mais en même temps: fortunes colossales, stocks-options, parachutes dorés, paquet fiscal, pour les plus riches; le devenir de la planète mis en question par l'exploitation des ressources et la recherche du profit immédiat, et 1 milliard d'êtres humains dénutris ; et seulement 1% des dépenses mondiales d'armement qui suffiraient à répondre aux besoins sociaux élémentaires...

La crise actuelle met en lumière les conséquences catastrophiques de la domination de la sphère financière sur l'ensemble de la société, de la planète. Elle est la dernière manifestation d'un capitalisme porté par l'idéologie néolibérale. Les nuisances dues à cette « liberté » d'utiliser les capitaux strictement au service d'intérêts privés et au détriment de l'intérêt général risquent d'aggraver encore les inégalités, la misère, les déséquilibres mondiaux.

La faillite de grandes banques vient confirmer à la fois l'ampleur de la crise et l'irresponsabilité totale d'un système dépassé qui non seulement ignore de plus en plus les besoins réels des hommes, des femmes, et des territoires, mais en outre fait payer les gaspillages du privé par l'argent public.

Les solutions avancées par les gouvernements des pays occidentaux sont sans surprise: « refonder » et « moraliser » le capitalisme, sans bien sûr remettre celui-ci en question... En voilà des réalités qui peuvent sembler éloignées des préoccupations d'une collectivité comme le Conseil Régional. Et pourtant?

Pourtant, elles impactent le quotidien de tout un chacun, elles induisent des prises de conscience, elles conduisent à la mise en question du libéralisme, à la perception que le capitalisme est arrivé au bout ; que ceux qui veulent le « réguler », sont responsables de l'aggravation de la situation; et qu'il faut construire de nouvelles façons de penser le développement économique et la vie ensemble.

Au contraire des pratiques actuelles de pression sur les masses salariales et de précarisation de l'emploi, nous faisons, pour ce qui nous concerne, le choix de l'emploi stable, qualifié, de la relance du pouvoir d'achat comme condition de la relance de l'économie. La crise financière donne une force nouvelle à des solutions alternatives, telles que la réforme du crédit, un pôle financier public, des fonds régionaux pour l'emploi et les formations, l'intégration des actifs financiers dans l'assiette de la T.P...

Notre collectivité, sous la conduite de la majorité de gauche, a fait le choix d'affronter ces enjeux avec la volonté de répondre aux besoins des citoyens, des jeunes, de la planète: TER, politiques de

formation et d'éducation, développement territorial solidaire, agenda 21, soutien à la culture, aux sports, au tourisme, à des coopérations diversifiées...

Dans le cadre de ses missions de chef de file des politiques économiques en région, notre collectivité a bien joué son rôle d'animateur, de fédérateur, de mise en relation des différents acteurs de l'économie au sens large, y compris l'innovation, la recherche, les besoins de formation et de qualifications, l'agriculture, le tourisme...

Ce bilan montre que les engagements que nous avons pris devant les électeurs en 2004 ont été les bons, ils ont été tenus.

Le rôle de la Région est maintenant reconnu, ses politiques sont maintenant identifiées et lisibles, la démarche des contreparties sociales et environnementales aux aides aux entreprises est intégrée comme une vraie démarche de progrès.

L'analyse repère bien les atouts de notre région, si tant est qu'ils ne soient pas gâchés par la recherche de profits accrus des actionnaires des grands groupes.

Je ne les reprendrai pas, comme je m'abstiendrai de redire les préconisations de cette communication, ni les propositions du CESR, pour l'essentiel pertinentes.

Je veux seulement m'arrêter sur quelques sujets évoqués ou non d'ailleurs dans la communication qui suscitent de grandes inquiétudes chez nos concitoyens: d'abord la persistance des bas salaires dans cette région, révélée par l'INSEE; également le recul de l'emploi industriel et de la création d'entreprises industrielles. C'est un vrai sujet de préoccupations liées aux choix politiques nationaux au service de la finance certes, mais aggravé ici. Contrairement au discours ambiant, j'affirme que notre société ne peut asseoir son développement que sur le développement des activités industrielles créatrices de richesses et de biens nécessaires à la satisfaction des besoins des habitants.

Je crois qu'il nous faut intégrer ces préoccupations, notamment dans le cadre de nos réflexions sur les aides économiques: la question de l'emploi, des rémunérations et des qualifications, des filières industrielles,... doit rester une finalité première de nos interventions.

Également, un vrai travail de veille, d'anticipation, de prospectives, envisagé dans la communication, doit s'engager, dans une transparence intelligente, en partenariat entre les services de l'État, ceux de la région, et les différents acteurs sociaux et des territoires. Ce travail doit s'engager, en intégrant les mutations à prévoir, les besoins de formations et de qualifications des salariés, en levant le secret qui préside aux choix stratégiques des entreprises, en y intégrant les représentants des salariés et des territoires. Le CESR note ce besoin, je me félicite que ce travail soit d'ores et déjà engagé par Mme la Vice-Présidente.

Autre sujet auquel je suis attaché, vous le savez M. le Président, et évoqué par le CESR, mais laissé de côté dans votre communication, c'est la nécessaire mise en place d'une conférence pour le développement économique et l'emploi et des territoires:

N'est-il pas temps en effet de mettre encore mieux nos politiques régionales en relation avec les attentes, les questionnements, de nos concitoyens?

N'est-il pas temps de faire œuvre véritablement novatrice en leur offrant un lieu d'échanges, de veille, d'audit, d'expertise, sur nos politiques dans le domaine économique, un lieu d'alerte et d'interpellation, d'enrichissement de nos dispositifs? A mi-parcours du SRDES, il nous semble que ce moment est venu.

A l'image de leurs concitoyens, représentatifs de la sociologie de nos territoires, nous sommes persuadé que ces habitants de la région constitué en une nouvelle instance de concertation et de démocratie participative serait un moyen neuf de situer les actions de notre Région à la fois au plus près des préoccupations des habitants et au coeur des enjeux majeurs de l'entrée dans le XXIème siècle."